

ANALYSE DE LA PRESSE

Janvier – Août 2014

1. Turquie

- Les élections présidentielles
- Les élections municipales
- Le scandale de corruption qui touche le gouvernement
- Blocage Internet
- Relance du processus de paix

2. Turquie - France

- François Hollande écrit une nouvelle page des relations franco-turques
- L'adhésion de la Turquie à l'UE divise la classe politique française

3. Turquie - Union européenne

- Le Premier Ministre Turc en visite à Bruxelles
- La réforme de la justice critiquée par l'Union européenne

4. Turquie - Syrie

- Plus d'un million de réfugiés syriens en Turquie
- Les autorités turques accusées de soutenir les rebelles djihadistes de Syrie



redefining / standards

MÈCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. Turquie

Les élections présidentielles

Le triomphe du premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan avec 51,79% des votes, dès le premier tour (10août), au premier scrutin présidentiel au suffrage, n'a pas été une surprise.

Les vacances d'été et la perception de certitude sur le résultat des élections, renforcée par la presse et les sondages, ont sérieusement¹ affecté le taux de participation à ces élections, marquées par une abstention record de 25%. Ce taux nettement inférieur à celui de 89% enregistrés aux municipales du mars dernier est d'autant plus inattendu, vu le niveau traditionnellement élevé de participation aux élections en Turquie.

Le candidat commun de l'opposition social démocrate (CHP) et nationaliste (MHP) Ekmeleddin İhsanoğlu est resté au 38,4%. Le troisième candidat Selahattin Demirtaş, Président du parti de la Démocratie des Peuples (HDP) proche du mouvement kurde, a gagné 9,6% des votes.

Ekmeleddin İhsanoğlu «n'a pas pu atteindre le total des votes que les deux parties avaient obtenu aux dernières législatives.»² Cet échec n'est pas seulement lié à la personnalité "calme et effacée" du candidat, ni aux conditions inéquitables de la campagne mais aussi à l'impopularité de İhsanoğlu au sein même des deux parties qui l'ont nommées. Le manque du soutien des structures locales semble avoir considérablement affecté le résultat. 2 millions d'électeurs de CHP ont abandonné le scrutin tandis qu'«approximativement un million et demi d'électeurs du MHP nationaliste a préféré voter Erdoğan.» écrit Samim Akgönül, maître de conférences à l'Université de Strasbourg³.

Pour Selahattin Demirtaş dépasser de 3% les votes des municipales du mars dernier a été satisfaisant car «l'absence de structures dans l'ouest du pays (et de l'argent pour mener une campagne digne de ce nom) et sa proximité avec le mouvement kurde qui rendait allergique l'électorat turc kémaliste et nationaliste »⁴ présentaient deux handicaps de départ pour le candidat, selon Akgönül.

Les douze années du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan ont été marquées par "la croissance économique et le succès de la stabilité", "le déplacement des classes sociales" et l'"approche politique patriarcale" de sa gouvernance estime Ali Bayramoğlu⁵. Cette ère Erdogan, son "populisme" lui a permis de tenir l'état et les médias d'une main ferme écrit Jean-Werner Mueller.⁶ L'inégalité des conditions de campagne est aussi un des facteurs déterminant de sa victoire selon les observateurs.

La répartition des propagandes de campagne télévisés et dans la presse écrite est restée peu équitable selon les observateurs. Fin juillet, le site d'information indépendant T24 a publié ses décomptes qui démontrent que la durée de la couverture de la campagne d'Erdoğan à la télévision publique TRT a été nettement plus élevée par rapport à ses adversaires. Selon T24, TRT « consacrait chaque jour 1 heure et 48 minutes au candidat Erdoğan, contre 2 minutes et 38 secondes à M. İhsanoğlu et 8 secondes à M. Demirtaş. »⁷.

Concernant les dons de campagne aux candidats la situation a été également contestée. « 42 millions de livres turques (soit près de 15 millions d'euros), c'est le montant des dons récoltés pour sa campagne par Recep Tayyip Erdoğan, contre moins de 700 000 euros pour İhsanoğlu (le candidat de la gauche nationaliste) et de 300 000 euros pour Demirtaş (le candidat prokurde). » a noté Marc Semo.⁸

¹ Le Figaro, Nare Hakikat, 10/8/2014

² Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014

³ L'Express, 12/08/2014

⁴ L'Express, 12/08/2014

⁵ Le Monde 11/08/2014

⁶ Les Echos, 12/08/2014

⁷ Le Monde, Guillaume Perrier, 05/08/2014

⁸ Libération, Marc Semo, 10/08/2014

Le nouveau président s'est montré rassembleur dans son "discours du balcon" qu'il a prononcé au siège de l'AKP. "La nouvelle Turquie" devrait "laisser les conflits dans la vieille Turquie" selon Erdoğan. Son insistance pour utiliser le terme de "Turquie" au lieu de "turc" est considérée comme un signe de mise en valeur du "caractère commun des minorités religieuse, ethniques, nationales et linguistiques" du pays.⁹

Cependant ce discours n'a pas pu calmer les critiques des observateurs sur les intentions du nouveau président d'"un régime basé sur un seul homme, qui frôle la dictature".¹⁰ Erdoğan n'a pas caché son désir d'instaurer un régime présidentiel pendant sa campagne. L'économiste et politologue Ahmet İnsel soutient que son projet serait de mettre en place "un régime présidentiel à l'américaine mais sans les contre-pouvoirs qui fondent la démocratie américaine".¹¹ Au delà de la mise en cause de la séparation du pouvoir la sociologue Nilüfer Göle voit dans les slogans d'"une nouvelle Turquie et "l'homme du peuple" souvent utilisés par Erdoğan "le souhait de prendre la place de Atatürk (Mustafa Kemal) le père des turcs". "On s'inquiète alors que la "nouvelle République turque" se dote de l'héritage autoritaire de la République kémaliste moins la laïcité" estime-t-elle.¹²

Une modification de la Constitution est indispensable pour instaurer un régime présidentiel en Turquie. Dans sa composition actuelle AKP possède 313 sièges à l'Assemblée nationale turque. Cependant pour un amendement constitutionnel il a besoin du soutien de deux tiers des députés, soit 367 sur 550. Il n'est pas certain si le président déclencherait une élection législative anticipée au lieu d'attendre 2015.¹³ Ahmet İnsel maintient qu'en attendant le temps propice pour convoquer des élections anticipées, Erdoğan élargira ses prérogatives pour pouvoir présider le Conseil des Ministres.¹⁴

L'ancien ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu est nommé le nouveau premier ministre le 28 août suivant la passation de pouvoir du Président Recep Tayyip Erdoğan avec son prédécesseur, Abdullah Gül. Le cabinet de Davutoğlu présente très peu de changement de noms, "les ministres en charge de l'Economie, Ali Babacan et des Finances, Mehmet Şimşek, artisans de la réussite économique turque, restant en place".¹⁵

Les élections municipales

L'AKP affaibli mais victorieux

Pourtant fragilisé par le scandale de corruption révélé en décembre, suivie de la vague de départs de membres du gouvernement, et l'affaire des écoutes téléphoniques qui ont suscité de vives critiques de la part de l'opposition, l'AKP est arrivé en tête des élections municipales en mars dernier¹⁶.

Ainsi, le 30 mars, obtenant 45% des suffrages, le parti de Recep Tayyip Erdoğan remporte les élections locales, restant la force politique majeure du pays¹⁷. L'opposition n'a pas réussi à s'imposer au delà de son électorat traditionnel: le CHP obtient 27,9% des suffrages¹⁸, les nationalistes du MHP réalisent 15,2%¹⁹. Le parti pro-kurde (BDP) fait un bon score dans les villes du sud-est de la Turquie, recueillant près de 65% des votes en moyenne.

Suite à sa victoire, Erdoğan a promis de "faire payer" à ses adversaires ce qu'il qualifie de machination orchestrée contre lui.²⁰

⁹ Libération, Ragıp Duran, 11/08/2014

¹⁰ Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014

¹¹ Libération, Marc Semo, 08/08/2014

¹² Le Monde, 11/08/2014

¹³ Le Monde, Sophie Gillig, 12/08/2014

¹⁴ Libération, Marc Semo, 10/08/2014

¹⁵ Les Echos 29/08/2014

¹⁶ Le Monde, Guillaume Perrier, 31/03/2014

¹⁷ Libération, Mars Semo, 31/03/2014

¹⁸ Le Monde, Guillaume Perrier, 31/03/2014

¹⁹ Le Parisien, AFP, 30/03/2014

²⁰ Le Monde, Guillaume Perrier, 31/03/2014

Des élections sous tension

Si l'AKP remporte la ville d'Istanbul avec 47,9% des voix contre 40% pour le candidat du CHP²¹, c'est la confusion qui règne à Ankara à l'issue des élections. En effet, dimanche 30 mars au soir, les deux candidats ont proclamé leur victoire respective après de nombreuses accusations de fraudes.²² Le Parti Républicain du Peuple, après contestation des du résultat, a obtenu le recompte des votes qui a finalement démontré la victoire de l'AKP avec 44,68% des votes contre 43,83%. A Ankara, la police est intervenue afin de disperser des manifestants de l'opposition dénonçant une élection frauduleuse du candidat AKP.²³

Le CHP a fait appel des résultats dans plusieurs villes²⁴, cependant, les requêtes du Parti Républicain du Peuple ont été rejetées par la chambre locale du Haut Conseil Electoral.²⁵ Dans tout le pays, près de 800 plaintes ont été déposées, dénonçant des fraudes et irrégularités avantageant l'AKP.²⁶ Des affrontements entre des candidats à la mairie ont causé la mort de six personnes dans la province d'Urfa, de même dans la province de Hatay, deux personnes sont décédées des suites d'un conflit similaire.²⁷ De nombreuses pannes d'électricité ont eu lieu pendant la journée et le dépouillement, notamment à Ankara.²⁸

Les réactions de l'opposition et des analystes

Les médias d'opposition affichent leur consternation et dénoncent les irrégularités intervenues lors des dépouillements, notamment les coupures de courant, dans des circonscriptions dans lesquelles l'AKP n'était pas en position avantageuse. Les affaires de corruption restent présentes dans les esprits et sont également dénoncées les conditions de vote.²⁹

Le politologue Ahmet Insel estime qu'Erdoğan s'est servi de « l'argument du complot formenté par la confrérie Gülen pour précipiter sa chute aux municipales » et a donc su jouer avec l'idée de l'indépendance nationale menacée pour attirer les électeurs. Cette stratégie s'est avérée payante.³⁰ Si Marc Semo évoque, lui, une « dérive poutinienne »³¹, plus généralement, les analystes notent que cette élection ne marque pas la fin de la crise politique turque. La légitimité d'Erdoğan reste questionnable, selon le journaliste Hasan Cemal.³²

Le scandale de corruption qui touche le gouvernement

Corruption et affaire des écoutes téléphoniques

Depuis le 17 décembre dernier, un scandale de corruption sans précédent a éclaté dans les rangs du gouvernement et les cercles partisans de l'AKP.³³ Ce scandale résulte d'enquêtes concernant, notamment, des trafics de devises et d'or et des transactions immobilières.³⁴ C'est là une véritable "tempête politique"³⁵ qui s'abat sur le gouvernement Erdoğan, juste avant les élections municipales de mars, à laquelle s'ajoute l'affaire des écoutes téléphoniques.

²¹ Le Monde, Guillaume Perrier, 31/03/2014

²² Libération, AFP, 31/03/2014

²³ Le Point, AFP, 01/04/2014

²⁴ Le Petit Journal, Sarah Baqué, 01/04/2014

²⁵ Les 4 et 9 avril, ont été rejetées les demandes du CHP de recompter les voix du scrutin et d'annuler l'élection municipale d'Ankara. Le Figaro, AFP, 06/04/2014

²⁶ Plaintes déposées devant le Haut Conseil Electoral (YSK), des bulletins de vote déjà marqués ont ensuite été trouvés.

Libération, Ragıp Duran, 30/03/2014

²⁷ Le Monde, AFP, 30/03/2014

²⁸ Le Point, AFP, 01/04/2014

²⁹ Libération, Ragıp Duran, 31/03/2014

³⁰ Libération, Cordelia Bonal, 28/03/2014

³¹ Libération, Marc Semo, 31/03/2014

³² Le Monde, AFP, 30/03/2014

³³ Libération, AFP, 04/01/2014

³⁴ Libération, Marc Semo, 26/12/2014

³⁵ Le Figaro, AFP, 20/12/2014

En effet, en février, la presse turque révèle que la police a organisé des écoutes jugées illégales par le régime, épiant des milliers de personnalités politiques, dont le Premier Ministre lui-même. Un enregistrement téléphonique est diffusé dans lequel Recep Tayyip Erdoğan conseillerait à son fils de cacher une colossale somme d'argent suite aux arrestations de proches du pouvoir dans le cadre de l'affaire de corruption.³⁶

Vagues de purge et arrestations dans la police et l'administration

Le scandale met en cause des dizaines d'hommes d'affaire et élus proches du régime. Quatre ministres se sont vus contraints de donner leur démission.³⁷ Le 25 décembre, un remaniement modifie la moitié de l'équipe gouvernementale.³⁸ L'administration a subi une vaste épuration, des milliers de fonctionnaires ont été limogés et des magistrats en charge de l'affaire déplacés.³⁹ Dans le cadre de l'affaire des écoutes téléphoniques, plus d'une centaine de policiers ont été arrêtés et placés en garde à vue.⁴⁰

La confrérie Gülen sur le banc des accusés : Le gouvernement dénonce un "Etat parallèle"

Des l'apparition du scandale de corruption, Erdoğan dénonce l'existence d'un "Etat parallèle" et défend la thèse du complot⁴¹ organisé par le prédicateur musulman Fetullah Gülen et sa confrérie. Le mouvement Gülen est en conflit ouvert avec le gouvernement et serait donc, selon le leader de l'AKP, à l'origine de la "conspiration du 17 décembre".⁴² L'organisation, très implantée dans les milieux de l'éducation et de la justice, est également accusée d'être à l'origine des écoutes illégales.⁴³

Les gülenistes ont longtemps été alliés des autorités, en effet Erdoğan doit en partie son élection de 2002 à la confrérie.⁴⁴ Par ailleurs, cet Etat dans l'Etat s'est d'abord constitué avec l'accord du pouvoir.⁴⁵

Le 28 février, une nouvelle loi est adoptée par le Parlement turc prévoyant la fermeture des dersane, des écoles de soutien scolaire privées. Ces écoles sont une source considérable de financement et d'influence pour la confrérie güleniste⁴⁶ et cette mesure vise donc directement Fethullah Gülen.

Blocage Internet

Une loi pour renforcer le contrôle d'Internet qui fait polémique

Le 5 février, un nouveau texte est adopté par le Parlement visant à renforcer le contrôle des autorités turques sur Internet. Ainsi, l'autorité gouvernementale des télécommunications (TIB) est habilitée à bloquer l'accès à certains sites Internet dont le contenu relève du privé ou bien du discriminatoire. La TIB peut également conserver des informations concernant la navigation des internautes, et ce pendant deux ans.⁴⁷

L'introduction de cette nouvelle loi a suscité de vives réactions de la part de l'opposition qui dénonce une ici une censure⁴⁸ et soutient que ces mesures sont un moyen pour le gouvernement d'étouffer l'enquête en cours relative à l'affaire de corruption.⁴⁹ L'Union Européenne, l'OSCE⁵⁰, les Etats-Unis et de nombreuses ONG turques ou internationales n'ont pas tardé à mettre Ankara en garde contre ce texte.⁵¹

³⁶ Le Figaro, AFP, 25/02/2014

³⁷ Muammer Güler (Ministre de l'Intérieur), Zafer Çağlayan (Ministre de l'Economie), Erdoğan Bayraktar (Ministre de l'Environnement), Egemen Bağış (Ministre des Affaires Européennes)

³⁸ Le Monde Guillaume Perrier 27/12/2014

³⁹ Libération, Marc Semo, 20/01/2014

⁴⁰ Le Petit Journal, Sidonie Hadoux, 23/07/2014

⁴¹ Libération, AFP, 04/01/2014

⁴² Le Parisien, AFP, 14/01/2014

⁴³ Le Parisien, AFP, 25/02/2014

⁴⁴ Le Parisien, AFP, 09/02/2014

⁴⁵ Libération, Marc Semo, 26/12/2013

⁴⁶ Le Figaro, Reuters, 01/03/2014

⁴⁷ Libération, AFP, 05/02/2014

⁴⁸ Le Monde, AFP, 06/02/2014

⁴⁹ L'Express, Khadri Fouad-Djama, 13/02/2014

Si le gouvernement fait entendre qu'il ne s'agit pas d'une censure d'Internet et qu'aucune liberté n'est entravée⁵², en décembre, Google publie un rapport dans lequel la Turquie apparaît au premier rang mondial des censeurs du Web.⁵³

Scandale des écoutes téléphoniques et blocage des réseaux sociaux

En réponse à la publication sur Twitter d'enregistrements compromettant le Premier Ministre Erdoğan, dans le cadre du scandale de corruption, l'accès au réseau social a été bloqué le 20 mars.⁵⁴ Le gouvernement a qualifié ce blocage de "mesure préventive".⁵⁵ Une semaine plus tard, suite à la diffusion d'un nouvel enregistrement concernant, cette fois, une discussion confidentielle sur une éventuelle intervention en Syrie, c'est la plateforme de partage de vidéos Youtube qui est bloquée.⁵⁶ Erdoğan avait jusque là multiplié les attaques contre les réseaux sociaux et avait précédemment menacé d'interdire Facebook et Youtube si l'AKP remportait les élections municipales de mars.⁵⁷

Cependant, l'interdiction n'a eu que peu d'effets sur les internautes qui sont parvenus à contourner l'interdiction⁵⁸, pour l'accès à Twitter comme à Youtube.

Le Président Abdullah Gül a fait savoir qu'il considérait ce blocage illégal et qu'il serait bientôt levé.⁵⁹ La Maison Blanche a jugé ce blocage comme étant antidémocratique⁶⁰, tandis que l'Union Européenne évoque une censure et de la lâcheté de la part du gouvernement turc.⁶¹

La justice ordonne la levée du blocage

Un tribunal administratif d'Ankara a ordonné la levée de la décision de blocage de l'accès à Twitter⁶², jugeant la mesure « contraire aux principes de l'Etat de droit ». ⁶³ La Cour Suprême de Turquie a ordonné le 2 avril la levée du blocage du réseau social⁶⁴, le site a ainsi été réouvert le lendemain. Recep Tayyip Erdoğan a exprimé son mécontentement, tandis que le Président Gül s'est montré satisfait par cette décision de la justice.⁶⁵

La levée du blocage de Youtube a également été demandée par le Tribunal d'Ankara suite à la réouverture du site Twitter⁶⁶ mais en précisant qu'avant la réhabilitation de la plateforme, certaines vidéos litigieuses devaient être supprimées.⁶⁷ Youtube a saisi la Cour Constitutionnelle turque⁶⁸, celle-ci a ordonné la levée du blocage de l'accès à Youtube le 29 mai.⁶⁹

⁵⁰ Ces mesures "sont susceptibles d'affecter de façon significative la libre expression, le journalisme d'investigation, la protection des sources des journalistes, le discours politique et l'accès à l'information sur internet", selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) Le Point, AFP, 05/02/2014

⁵¹ Le Point, AFP, 06/02/2014

⁵² "Il n'y a pas de censure sur internet, nous sommes bien plus libres que beaucoup d'autres pays et nous respectons la liberté de la presse", propos du vice-Premier Ministre Bülent Arinç le 3 février. L'Express, AFP, 06/02/2014

⁵³ Libération, AFP, 05/02/2014

⁵⁴ Le Figaro, AFP, 21/03/2014

⁵⁵ Le Parisien, AFP, 22/03/2014

⁵⁶ Le Monde, 28/03/2014

⁵⁷ Le Parisien, AFP, 23/03/2014

⁵⁸ Le Monde, Martin Untersinger, 21/03/2014

⁵⁹ Le Figaro, AFP, 23/03/2014

⁶⁰ Le Figaro, AFP, 21/03/2014

⁶¹ "L'interdiction de Twitter en Turquie est sans fondement, inutile et lâche, le peuple turc et la communauté internationale verront cela comme une censure. Ce qui est bien le cas". Propos publiés par la commissaire européenne en charge des Nouvelles technologies, Neelie Kroes, sur son compte Twitter. L'Express, AFP, 21/03/2014

⁶² Le Figaro, AFP, 26/03/2014

⁶³ Extrait du jugement rendu par le Tribunal Administratif d'Ankara, cité par CNN-Türk. Libération, AFP, 26/03/2014

⁶⁴ Libération, AFP, 02/04/2014

⁶⁵ Le Point, AFP, 04/04/2014

⁶⁶ Ouest France, AFP, 04/04/2014

⁶⁷ Le Figaro, AFP, 05/04/2014

Relance du processus de paix

Elections de 2014 : Le mouvement politique kurde élargit son assise politique

(Bien qu'ayant accusé l'AKP, vainqueur du scrutin, de fraudes⁷⁰), le mouvement kurde a obtenu de bons résultats lors des élections municipales de mars dans les villes du Sud-Est de la Turquie⁷¹. Il gagne ainsi en considération, ce qui s'avère extrêmement positif pour reprendre les discussions avec le gouvernement. En effet, le Premier Ministre turc souhaite « relancer le processus de paix engagé entre Ankara et le PKK, qui est resté au point mort depuis de longs mois »⁷².

Concernant les élections présidentielles, les Kurdes représentent une frange importante de l'électorat et donc un véritable enjeu du scrutin, puisqu'ils constituent environ 15% de la population⁷³. Le HDP (parti Kurde), dont le candidat est Selahattin Demirtas, s'est allié à d'autres mouvements démocrates, comme ce fut déjà le cas lors des élections locales de mars. L'objectif est ici d'atteindre 10% des voix ce qui permettrait au mouvement kurde d'accéder au Parlement en 2015.⁷⁴

Une nouvelle loi pour mettre un terme au conflit

Fin septembre 2013, le paquet démocratique annoncé par le gouvernement contenait des dispositions nouvelles visant à répondre aux revendications des Kurdes. Cependant, ce plan, d'après le PKK, n'apporte pas de solution sérieuse et s'avère une déception.⁷⁵

Une nouvelle loi composée de six articles a ensuite été votée comprenant, entre autres, la protection juridique des principaux responsables dans les négociations avec PKK ou la réhabilitation des combattants rebelles qui déposent les armes. Cette législation est pour Erdoğan un bon moyen de s'assurer le soutien de l'électorat kurde lors des élections présidentielles.⁷⁶

Début juillet, cinq députés de l'AKP ont rendu un rapport après une visite en Irlande du Nord visant à étudier le modèle de négociation entre anglais et IRA afin de trouver des solutions et de résoudre le conflit avec les rebelles Kurdes. La réconciliation ne s'annoncerait pas aussi problématique qu'en Irlande du Nord car « il n'y a aucune vision d'une communauté divisée [en Turquie]. Au contraire, les deux communautés ont les mêmes valeurs et les mêmes croyances ».⁷⁷

C'est là un « événement historique » selon Abdullah Ocalan, chef du PKK.⁷⁸

Poursuite des affrontements entre les autorités turques et le PKK

Abdullah Öcalan, emprisonné et accusé par le gouvernement de continuer à « diriger des organisations armées illégales »⁷⁹ a appelé au cessez le feu avec les autorités turques en 2013. Cependant les tensions persistent.

⁶⁸ Le Figaro, AFP, 07/04/2014

⁶⁹ Les Echos, AFP, 29/05/2014

⁷⁰ Le Point, AFP, 01/04/2014

⁷¹ Le Parti pour la paix et la démocratie (Le BDP, pro-kurde) a recueilli "environ 65% des votes en moyenne" dans ces villes du Sud Est du pays. Libération, Ragıp Duran, 30/03/2014

⁷² Le Monde, Guillaume Perrier, 31/03/2014

⁷³ Libération, Marc Semo, 01/07/2014

⁷⁴ Libération, Samim Akgönül, 17/07/2014

⁷⁵ Les Echos, Reuters, 01/10/2013

⁷⁶ Le Figaro, AFP, 10/07/2014

⁷⁷ Extrait du rapport rendu par la mission envoyée en Irlande du Nord. Les Echos, L. de B., 08/07/2014

⁷⁸ Le Monde, AFP, 10/07/2014

⁷⁹ Le Parisien, AFP, 18/03/2014

Ainsi, en juin, des manifestants pro-PKK bloquent les routes de la province de Diyarbakır en protestation à la construction de postes militaires jugés par les Kurdes « symboliques du double langage d'Ankara, engagé dans des négociations politiques d'un côté et dans une course à l'armement de l'autre ».⁸⁰

Le 7 juin, deux manifestants kurdes sont décédés des suites d'un affrontement avec les autorités turques. Le lendemain, un militant kurde arrache un drapeau turc, provoquant l'indignation au sein de la classe politique turque.⁸¹

Fin juillet, après une attaque du PKK aux abords de la frontière syrienne, trois soldats turcs et au moins six rebelles kurdes ont trouvé la mort.⁸²

2. Turquie – France

François Hollande écrit une nouvelle page des relations franco-turques

Nouvelle période de coopération

La présidence de François Hollande marque un tournant dans les relations franco-turques. Alors que durant le mandat de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, les relations entre Paris et Ankara étaient pour le moins désastreuses, caractérisées selon Arnaud Montebourg par une « période de glaciation »⁸³, il s'agit désormais pour la France de se rattraper et d'instaurer une ère nouvelle de coopération. C'est dans cet esprit que le Président Hollande, accompagné de nombreux ministres, parlementaires et personnalités économiques, a rencontré Abdullah Gül puis Recep Tayyip Erdoğan, lors d'une visite officielle en Turquie fin janvier 2014, la première depuis 22 ans.

La coopération économique s'accroît lors de cette visite avec la signature de « déclarations d'intention et d'accords dans les domaines des énergies nucléaires et renouvelables, des transports, de l'agroalimentaire et de la lutte contre les contrefaçons »⁸⁴. La France encourage également les investissements croisés entre les deux pays et espère doper les échanges commerciaux.

Pour illustrer ce renouveau dans les relations entre la France et la Turquie, le premier ministre turc Erdoğan a été reçu par le Président français en juin dernier.

Hollande prompt à faire avancer le processus européen

Un grand changement intervient en contraste avec la présidence Sarkozy, celui-ci ayant à l'époque bloqué les pourparlers: Hollande réouvre la discussion quant au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. En effet, à l'automne 2013 déjà, l'UE reprend les négociations, et pour l'occasion, la France lève son veto.

Le président turc Abdullah Gül attend un certain soutien de la France, qui se dit, elle, prête à ouvrir de nouveaux chapitres au sein des négociations en vue de l'adhésion à l'UE, comme l'a annoncé François Hollande en janvier dernier⁸⁵.

⁸⁰ Le Monde, Guillaume Perrier, 09/06/2014

⁸¹ « Même si un enfant osait arracher notre drapeau national, lui et ceux qui l'auraient envoyé en paieraient le prix » a affirmé Recep Tayyip Erdoğan. « Nous ne pourrions jamais accepter un tel geste », selon le leader du CHP, principal parti d'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu. Le Parisien, AFP, 09/06/2014

⁸² Le Figaro, AFP, 22/07/2014

⁸³ Propos recueillis lors de la visite du Président Hollande et de la délégation française officielle en Turquie en janvier 2014. Le Parisien, Elisa Perriguer, 29/01/2014

⁸⁴ Le Point, AFP, 28/01/2014

⁸⁵ « Il est de la responsabilité de la France de tenir sa parole, c'est-à-dire de permettre qu'il y ait des chapitres qui s'ouvrent... » Extrait du discours de François Hollande lors de sa visite officielle en Turquie.

Question de la reconnaissance du génocide arménien

Le Premier Ministre turc Erdoğan a fait un premier pas en présentant ses condoléances à la communauté arménienne lors des commémorations du génocide en avril. Le chef d'Etat français reconnaît ici une évolution encourageante de la part d'Ankara mais "qui ne peut pas encore suffire"⁸⁶, le génocide n'étant pas reconnu par les autorités turques. La communauté arménienne de France, elle, ne voit dans ces condoléances qu'une mise en scène et une stratégie de campagne pour le premier ministre en course pour la présidentielle⁸⁷.

L'adhésion de la Turquie à l'UE divise la classe politique française

La question de l'adhésion de la Turquie a créé un clivage entre les partis politiques français lors de la campagne pour les élections européennes. Les écologistes et le Front de gauche se montrent plutôt favorables à l'entrée de la Turquie dès lors qu'elle aura rempli les critères d'adhésion, principalement ceux propres aux libertés démocratiques. Le PS, lui, approuve également mais dans "une perspective de très long terme".⁸⁸

Le Centre et l'UMP y sont défavorables mais prônent un partenariat renforcé tandis que le Front National, lui, y est farouchement opposé⁸⁹. Suite à la victoire aux élections européennes de Marine Le Pen, cette dernière a fait appel au Président Hollande afin d'exprimer le veto de la France à l'adhésion de la Turquie à l'union Européenne.⁹⁰

Lors de la visite de Recep Tayyip Erdoğan en France en juin, plusieurs centaines de personnes étaient réunies devant l'emplacement de son meeting à Lyon pour manifester et dénoncer le tournant autoritaire pris par le gouvernement du leader de l'AKP. Les manifestants et le PCF (Parti communiste français) l'accusent de "porter atteinte à la laïcité et de violer les droits humains"⁹¹.

François Hollande a précisé en janvier que les français seraient consultés par referendum lors de l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Europe.

3. Turquie – Union Européenne

Le Premier Ministre Turc en visite à Bruxelles

Le 20 janvier, Recep Tayyip Erdoğan s'est rendu à Bruxelles, pour la première fois depuis 5 ans, en compagnie de son ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi que du ministre de l'Economie turc. Il a pu avoir une entrevue avec le président de l'Union Européenne, M. Van Rompuy, le président de la Commission Européenne, M. Barroso et le président du Parlement Européen, M. Schultz. Cette visite avait pour but de donner un souffle nouveau aux relations entre l'Union Européenne et la Turquie.⁹² M. Van Rompuy a déclaré espérer "poursuivre [la] coopération pour renforcer la relation entre l'UE et la Turquie sur la base de valeurs communes".⁹³ Bruxelles semble vouloir poursuivre les négociations et voit là une manière d'aider la Turquie à accélérer ses réformes économiques et politiques.⁹⁴

⁸⁶ Déclaration de François Hollande lors de la commémoration du génocide à Paris. Le Figaro, AFP, 24/04/2014

⁸⁷ « C'est un pur effet d'annonce. On ne peut y voir autre chose qu'une opération de séduction en direction des opinions internationales », selon le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France. Libération, Cordélia Bonal, 24/04/2014

⁸⁸ Propos de Philip Cordery, secrétaire national du PS chargé de l'Europe. Libération, Laure Equy et Dominique Albertini, 07/05/2014

⁸⁹ Libération, Laure Equy et Dominique Albertini, 07/05/2014

⁹⁰ Libération, AFP, 27/05/2014

⁹¹ Danielle Lebill, secrétaire fédérale du PCF du Rhône Lyonmag, 19/06/2014

⁹² Le Parisien, AFP, 21/01/2014

⁹³ Le Point, AFP, 21/01/2014

⁹⁴ L'Opinion, Isabelle Marchais, 21/01/2014

La réforme de la justice critiquée par l'Union européenne

Les dirigeants de l'Union ont montré leurs préoccupations quant aux intentions de réforme de la justice entrepris par M. Erdoğan. Ce projet de loi vise à renforcer le contrôle de l'exécutif sur le Haut Conseil des Juges et des Procureurs⁹⁵ et suscite des interrogations au regard du respect de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice turque.⁹⁶ Pour Stefan Füle, le commissaire à l'Elargissement, cette question représente une sorte de test "du sérieux" d'Erdoğan dans sa volonté d'approfondir l'intégration européenne de la Turquie.⁹⁷ En vue d'apaiser les dialogues, le Ministre des Affaires européennes, Mevlüt Cavusoglu, a déclaré ne pas souhaiter que ce projet de loi mène à une crise avec l'UE.⁹⁸

Les inquiétudes face à l'affaire de corruption en Turquie

Le scandale mettant en cause les proches du pouvoir et le gouvernement turc dans une affaire de corruption vient compliquer un peu plus les relations entre Ankara et Bruxelles, malgré la relance officielle des négociations d'adhésion en octobre dernier lors du déblocage par la France d'un chapitre de ces discussions.⁹⁹ L'Union Européenne a également fait savoir son inquiétude quant aux purges menées dans la police et la magistrature suite à cette affaire et demande une « enquête transparente et impartiale ».¹⁰⁰

4. Turquie – Syrie

Plus d'un million de réfugiés syriens en Turquie

En avril dernier, le nombre de réfugiés syriens sur le territoire turc a atteint le seuil du million. Le Premier Ministre Erdoğan a annoncé qu'il poursuivrait sa "politique de porte ouverte pour les civils syriens fuyant la guerre dans leur pays".¹⁰¹

Une vingtaine de camps de réfugiés sont installés aux abords de la frontière syrienne. Selon le chef du gouvernement, plus de deux milliards de dollars ont déjà été déboursés afin de venir en aide aux réfugiés syriens.

Cependant, cette présence importante de réfugiés pose parfois des "problèmes culturels et de sécurité" dans les zones concernées.¹⁰² De plus, l'opinion publique turque apparaît majoritairement "opposée à l'activisme de la Turquie sur le dossier syrien et à ses répercussions en matière d'afflux de réfugiés et de sécurité nationale."¹⁰³

Les autorités turques accusées de soutenir les rebelles djihadistes de Syrie

Un soutien présumé qui attise les tensions

Le gouvernement connaît d'importantes critiques et se retrouve la cible d'attaques régulières de la part de l'opposition parlementaire turque et de commentateurs politiques pour son présumé soutien aux forces rebelles syriennes, plus particulièrement aux groupes armés djihadistes, et ce notamment de par l'implication du MIT (les services de renseignement turcs).¹⁰⁴

⁹⁵ Le Monde, Philippe Ricard, 22/01/2014

⁹⁶ Le Parisien, AFP, 10/01/2014

⁹⁷ Libération, Marc Semo, 20/01/2014

⁹⁸ Le Parisien, AFP, 21/01/2014

⁹⁹ Le Monde, Guillaume Perrier, 31/12/2013

¹⁰⁰ Le Figaro, AFP, 08/01/2014

¹⁰¹ Le Figaro, AFP, 22/04/2014

¹⁰² Le Figaro, AFP, 22/04/2014

¹⁰³ Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014

¹⁰⁴ Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014

Les soupçons d'une alliance et du soutien aux forces extrémistes ont, par ailleurs, dégradé les relations de la Turquie avec ses partenaires occidentaux. Ceux-ci se sont montrés "inquiets de l'expansion des groupes djihadistes dans la région".¹⁰⁵

La Syrie, elle, a porté plainte contre la Turquie qu'elle accuse d'approvisionner en armes les rebelles commettant des "attaques terroristes contre le peuple syrien"¹⁰⁶, ainsi que de les entraîner sur son territoire. La Syrie a réaffirmé cette accusation en mars dernier lorsque l'armée turque a abattu un avion syrien qui semblait pourchasser des rebelles.¹⁰⁷

La presse turque a annoncé l'existence d'une circulaire datant de 2013 dans laquelle l'ancien Ministre de l'Intérieur "recommanderait d'offrir hébergement et assistance aux djihadistes du front Al-Nosra en Turquie".¹⁰⁸ L'existence d'un tel document attise la polémique quant aux présumés liens entre la Turquie et les groupes extrémistes combattant en Syrie et suscite l'indignation chez les membres de l'opposition, notamment les députés du CHP qui demandent des explications au gouvernement Erdoğan.¹⁰⁹

Les otages turcs à Mossoul: incertitude quant à la nature des liens entre la Turquie et les djihadistes

49 membres du personnel diplomatique du consulat turc à Mossoul (Irak) ont été pris en otage par des forces djihadistes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) le 11 juin. Pas moins de 28 chauffeurs de poids lourds turcs étaient également retenus par les combattants d'EIIL¹¹⁰, ces derniers ont été relâchés début juillet tandis que les diplomates et leurs familles sont encore dans l'attente de leur libération.

Cette prise d'otage représente une crise sans précédent pour la Turquie et montre sa vulnérabilité face à son environnement régional, "sa bienveillance longtemps affichée à l'égard des groupes radicaux en Syrie se retournant aujourd'hui contre elle."¹¹¹ L'alliance sunnite et tacite avec les organisations extrémistes semble désormais appartenir au passé, représentant une menace pour la sécurité turque.¹¹²

¹⁰⁵ Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014

¹⁰⁶ Extrait de la lettre de la Syrie adressée au Conseil de Sécurité des Nations Unies le 1er janvier 2014. Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014

¹⁰⁷ Le Figaro, Agences, 23/03/2014

¹⁰⁸ Libération, Marc Semo, 15/06/2014

¹⁰⁹ France 24, 17/06/2014

¹¹⁰ Le Point, 11/06/2014

¹¹¹ Le Figaro, Laure Marchand, 12/06/2014

¹¹² Le Point, AFP, 14/06/2014

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org